

ENTRETIEN AVEC **Roland Gori**

Psychanalyste et professeur émérite de psychologie et de psychopathologie clinique à l'université Aix-Marseille

Initiateur, en 2009, du mouvement L'Appel des appels, afin de se « *constituer en collectif national pour résister à la destruction volontaire et systématique de tout ce qui tisse le lien social* », Roland Gori nous livre une analyse lucide et sans appel du monde universitaire actuel.

Le monde universitaire vit une crise sans précédent, qui affecte les fondements mêmes et les finalités de l'activité universitaire normée par l'idée de vérité. Malheureusement, cette crise s'inscrit dans une crise plus globale, économique, sociale, politique certainement, au point d'estomper le profond malaise que vivent les universitaires, perçus comme des privilégiés exerçant un métier de vocation. L'économicisme a-t-il réussi à détruire « les coalitions de cerveaux », comme disait Kant à propos de l'Université, qui s'efforcent de penser l'homme et le monde de façon désintéressée ?

Vous vous souvenez de cette phrase extraordinaire de Keynes : « *Nous serions capables d'éteindre le soleil et les étoiles parce qu'ils ne nous rapportent pas de dividendes* » ? Insi- dieusement, depuis plus de vingt ans cette phrase est devenue la maxime des gestionnaires d'une Université managériale, une Université gouvernée par la nécessité de la « production » scientifique attestée par des « publications » dans des revues à fort *impact factor* (c'est-à-dire des revues de « marque »). Chaque mot compte, et ceux que je souligne montrent que les formes du



Roland Gori

▼
« Ne compte que ce qui est visible et reconnu par un réseau d'hégémonie culturelle qui s'est parfaitement acclimaté aux conditions d'une rationalité pratico-formelle. »
 ▲

savoir, les modalités de leurs évaluations doivent aujourd'hui satisfaire aux critères de la société de la consommation et du

spectacle. Ne compte que ce qui est visible et reconnu par un réseau d'hégémonie culturelle qui s'est parfaitement acclimaté aux conditions d'une rationalité pratico-formelle, c'est-à-dire, pour reprendre les types de rationalité de Max Weber, les modes de raisonnement des affaires et du droit : « Combien ça rapporte ? » « Est-ce que c'est conforme aux procédures formelles ? » Du coup, ces dispositifs d'évaluation deviennent, au-delà de leur plus ou moins grande validité, des rituels de notre manière de civiliser les mœurs. Cette civilisation des mœurs est celle de la religion du marché, résumée dans une formule rabâchée jusqu'à la nausée : « *Publier ou périr* » !

Cette façon de réduire la valeur à ce qui rapporte en se voyant reconnu par une « marque », produit de la servitude volontaire et de la soumission sociale librement consentie. Ces dispositifs évaluent le degré d'insertion et d'allégeance à des réseaux d'hégémonie culturelle dont la rhétorique de transparence et d'objectivité se révèle bien souvent un discours de légitimation et de propagande. Pour légitimer les discours, l'interconnexion des réseaux de pouvoir tient lieu, bien souvent, de preuve. C'est ainsi que, dans ce domaine comme dans d'autres, la fiabilité (accord inter-juges) tient lieu de validité (pertinence des résultats). Il serait bien trop long de développer ici les causes et les conséquences désastreuses de cette manière de faire qui a conduit, en décembre 2013, un prix Nobel de physique à déclarer au *Guardian* : « *Je ne sais pas si aujourd'hui j'aurais été encore recruté à l'Université, je ne suis pas suffisamment productif !* »

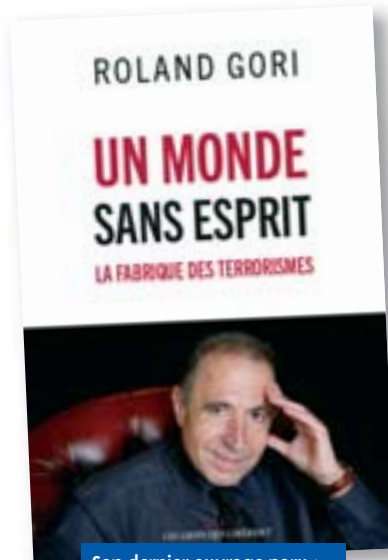
Cette sélection des savoirs et de leurs « experts » a des conséquences plus ou moins grandes selon les disciplines, pénalisant sans conteste les « humanités » et toutes les régions de la connaissance en dépendance du langage, toutes celles qui ne seraient pas suffisamment utiles ou dont les résultats se révèlent difficiles à traduire en termes de « machines ». Le philosophe Jean-François Lyotard avait anticipé, dès 1979, cette recomposition des savoirs et de



leur hiérarchie en fonction de leur « *tra-
duisibilité* » en langage de machine. C'est
ainsi que la liberté et la *disputatio* revendiquées
naguère par les universitaires a fait place,
aujourd'hui, à la nécessité des algorithmes
et des procédures.

**Aujourd'hui, des voix comme la vôtre
s'élèvent pour dénoncer le modèle néo-
libéral de l'économie de la connais-
sance, les détournements de l'évaluation
scientifique, la pression concurrentielle
sur les laboratoires et le formatage insi-
dieux qui en résulte. Ce grand contre-
récit critique sur la gouvernance des
universités donne des outils d'analyse et
de résistance aux acteurs qui se débat-
tent contre des modes d'organisation
qui les détournent constamment de leur
travail essentiel. Néanmoins, ce contre-
discours semble ne pas suffire pour
affirmer, revendiquer et défendre les
principes consubstantiels à l'Univer-
sité, comme le principe absolu de la
liberté académique. Pour quelles rai-
sons selon vous ?**

Il y a plusieurs raisons qui surdéterminent le
maintien de cette Université managériale
qui menace les conditions traditionnelles
de création et de pensée libre. La première,
terriblement banale, procède de la servi-
tude volontaire des universitaires qui rêvent
de devenir les experts décideurs de la hié-
rarchie des valeurs, si possible celles qui
les servent. La deuxième, plus systémique et
politique, réside dans la violence des insti-
tutions qui incarnent cette « vision du
monde » et actent cette hégémonie culturelle,
au sens de Gramsci. Ce pouvoir culturel
devient dominant lorsqu'à la manière de la
pensée TINA, les collègues sont convaincus
qu'il n'y a pas d'autres alternatives. Enfin, la
culture dans laquelle nous évoluons privi-



Son dernier ouvrage paru :
Un monde sans esprit.
La fabrique des terrorismes,
Les Liens qui libèrent, 2017.

légie le non-narratif sur le narratif, le prag-
matisme et l'utilitarisme anglo-saxon sur le
récit et le dialogue, les techniques sur l'ex-
périence sensible, le *globish* sur la biodi-
versité des langues. L'adversaire est difficile
à combattre lorsque l'on a
affaire à un système culturel.
Un dernier mot, tout n'était
pas idyllique avant ces nou-
velles formes sociales d'éva-
luation, tout n'est pas à re-
jeter dans ce qu'elles ont
apporté. Là, comme dans
d'autres domaines, il
convient de renouer avec la pensée cri-
tique, de favoriser la « créolisation » des
savoirs, de se servir du pouvoir formidable
des nouvelles technologies et des réseaux
mondiaux sans devoir prononcer une obs-
olésence de l'homme et des humanités.

« Le problème est
politique, chaque
société a l'Université
qu'elle mérite. »

**À l'abri des composantes et des labora-
toires se développe une violence qui
s'exerce entre individus, comme si des
« dominants » auto-institués ciblaient
des « récalcitrants » réduits à leurs
caractéristiques et travers personnels,
avec pour projet de les éliminer morale-
ment et physiquement. Les protections
statutaires, la hiérarchie universitaire,
mais aussi le *soft power* des régulations
collégiales, des procédures démocra-
tiques de prise de décision se sont-ils
effacés au profit d'une pathologie ins-
titutionnelle dont les établissements
eux-mêmes semblent s'accommoder sous
l'étiquette d'autonomie ?**

Absolument. Les universités ressemblent à
leurs époques. La nôtre est celle des vio-
lences de la technique et du droit qui, de
leurs fonctions initiales d'émancipation, ten-
dent à devenir aujourd'hui des « camisoles
logiques » surveillant, contrôlant et normali-
sant les individus, avec la complicité des
« *tyrannaux* » dont parlait La Boétie. C'est
pour cela que les fonctions d'« expertise » se
nourrissent des passions tristes de la haine,
du ressentiment et de l'humiliation, du moins

lorsqu'elles ne s'inscrivent pas
dans un champ d'expériences
dialoguées et partagées.

Le problème est politique,
chaque société a l'Université
qu'elle mérite, et aujourd'hui
plus que jamais la porosité et
la liquidité des institutions font
qu'elles sont traversées par

l'éthique de nos manières de vivre
ensemble. Le techno-pouvoir, quasi totali-
taire, ne concerne pas que les universités,
il œuvre dans tous les domaines sociaux. Face
au taylorisme généralisé qui hante le monde
du travail, dont celui de la recherche et de
l'enseignement, il conviendrait de restituer
à nos actes professionnels une dimension de
liberté, d'« œuvre », ou du moins de ne pas
l'empêcher. La question est politique, nous
devrions nous en rappeler. On se souvient
de la mise en garde d'Alexis de Tocqueville :
« Il est, en effet, difficile de concevoir com-
ment des hommes qui ont entièrement
renoncé à l'habitude de se diriger eux-
mêmes pourraient réussir à bien choisir
ceux qui doivent les conduire ; et l'on ne fera
point croire qu'un gouvernement libéral,
énergique et sage, puisse jamais sortir des
suffrages d'un peuple de serviteurs. »^(*)

Propos recueillis par
Isabelle de Mecquenem



Algorithmes et
procédures ont pris
la place de la liberté
et de la *disputatio*
(ici, *Une disputatio*,
Johann von
Armsheim, gravure
sur bois, 1483).

(*) Alexis de Tocqueville, *De la démocratie
en Amérique (1840)*, tome II, GF Flammarion,
Paris, 1981, p. 388.